

Marseille, le 20 janvier 2014
Comité Technique Local - DISI Sud-Est

Monsieur le Président,

Avant que ne soient abordés les points inscrits à l'ordre du jour de ce Comité Technique Local, la délégation F.O.-DGFIP souhaite revenir sur sa non-participation à la première convocation, le 9 janvier 2014.

Il n'est pas dans nos orientations syndicales de boycotter systématiquement le Comité Technique, instance où, devant les représentants des personnels, l'Administration doit venir expliquer ses orientations, ses méthodes, ses réformes, en un mot : sa politique.

Pour F.O.-DGFIP, c'est ici le seul lieu où se formalise l'avis des représentants du personnel sur l'organisation des missions, et la mobilisation des moyens qui leur sont nécessaires.

Comme nous l'avons exprimé à plusieurs reprises au sein de cette instance, la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la Direction Générale des Finances Publiques fait l'objet de la désapprobation des personnels : absence de cohérence, de lisibilité, de responsabilité sont autant de faits à porter au passif de cette Direction Générale.

Cette désapprobation existe bel et bien, et elle trouvera prochainement une nouvelle occasion de s'exprimer. Dans un climat de désobéissance fiscale, de dénigrement des fonctionnaires et de leur rôle, la tâche devient plus dure encore pour les agents de nos services. D'autant qu'ils sont en première ligne face à des usagers aux situations sociales et économiques dramatiques, et donc confrontés quotidiennement à leur colère.

Ce n'est donc pas le sort réservé à l'emploi aux Finances Publiques qui va rassurer les personnels et leurs représentants.

129.736 ETP pour les deux anciennes directions générales en 2006, 110.542 pour la DGFIP en 2014 : ce sont près de 20.000 ETP qui auront disparu en 8 ans, au rythme de 2.000 à 3.000 par an. Les chiffres parlent d'eux mêmes.

Cette politique aveugle qui détruit le service public, cette incohérence qui amène le Gouvernement à s'émouvoir de plans sociaux dans le privé pendant qu'il supprime des milliers d'emplois de son côté, cette logique qui démotive les agents des Finances Publiques justifient le refus de siéger du Syndicat F.O.-DGFIP, dans les instances nationales et locales. De même, nous ne participons pas aux groupes de travail sur la démarche stratégique, qui prévoit surtout le démantèlement de la DGFIP, et dont nous demandons l'arrêt immédiat.

Bien évidemment, Monsieur le Président, vous ne manquerez pas de souligner que l'impact sur la DISI Sud-Est des choix de la Direction Nationale est faible, et que nous aurons les moyens d'assurer correctement nos missions. Pour autant, payer un tribut, même réduit, à une politique injuste ne peut pas nous satisfaire.

Aujourd'hui, l'horizon déjà sombre s'est encore obscurci pour les Finances Publiques. En lançant la démarche de mutualisation des fonctions supports, les ministres ajoutent de la réforme à la réforme.

Considérant sans doute que l'inquiétude n'était pas assez grande chez les personnels, ils engagent, sans aucune information des organisations syndicales, un processus qui va bouleverser la vie professionnelle des agents et l'organisation des services et des missions.

Nous reprenons ici la demande de notre Fédération des Finances qui a réitéré, lors du Comité Technique Ministériel du 6 décembre dernier, sa demande de retrait immédiat de cette orientation, et de l'abandon des décisions déjà prises.

Quant à la situation de la DISI Sud-Est, et les moyens dont elle disposera tout au long de l'année 2014, nous attendons de l'Administration des éléments d'information clairs et complets, comme il se doit dans cette instance.

La Délégation Force Ouvrière DGFIP DISI Sud-Est

* * * *